

# JOURNAL

DE

# FRANCFORT

AVEC PRIVILÈGE DE SA MAJESTÉ IMPÉRIALE.

DU LUNDI, 13 FEVRIER 1797.

*De Vienne, le 4 Février.*

S. A. R. l'Archiduc Joseph, Palatin de Hongrie, partira, à ce qu'on assure, incessamment pour l'armée d'Italie, et il sera accompagné de M. le général de Mack. Jusqu'à l'arrivée de l'auguste frère du héros du Rhin, et jusqu'à la jonction des nombreux renforts qui sont en marche de tous côtés, M. le général d'Alvinzi doit le tenir sur la défensive.

S. M. l'Empereur vient d'envoyer M. le général de Gontreuil à l'armée d'Italie, où ce digne militaire remplira un commandement. Le général de Provera, qui a été relâché sur sa parole, est arrivé ici.

*(Nouvelles officielles.)*

L'on a annoncé, en parlant des dernières opérations de l'armée d'Italie, que l'on attendoit encore des nouvelles plus précises sur le corps aux ordres du F. M. L. Provera qui s'étoit avancé sur Mantoue. Ces nouvelles sont maintenant arrivées. Nous les donnons ici avec le plus de détails qu'il a été possible d'en rassembler.

L'importante destination de ce corps étoit de passer l'Adige au moment où l'attaque générale s'effectueroit, & de donner la main à la garnison de Mantoue. Le premier obstacle à vaincre, étoit la prise du poste établi sur les bords de la rivière de Fratta & que l'ennemi avoit fortement garni. A cet effet, l'avant-garde, commandée par le général-major de Hohenzollern, fut divisée en 3 colonnes, & le 8 Janvier au point du jour, l'attaque eut lieu. La colonne de gauche, sous les ordres du colonel Piassek, des hussards d'Erzdödi, s'empara, après un combat fort opiniâtre, du poste de Caselle. Celle de droite, commandée par le capitaine Obel, de Giulai, pénétra dans les villages de Medlara & Sansalvaro, & occupa, non sans peine, les ponts de ces endroits. La colonne du centre, conduite par le général, Hohenzollern, se porta sur Bevilaqua, qui étoit défendu par un fort. L'ennemi avoit marché à sa rencontre; mais une attaque prompte & vigoureuse le força à repasser la Fratta & à se retirer sur Bevilaqua.

L'ennemi, renforcé par deux brigades venues de Legnago & Menerbe, prit poste sur ce point, & le combat le plus opiniâtre commença. Ce fut alors que le corps de volontaires Viennois, sous la conduite de son digne comman-

dant, le major Kovosdy, se distingua par des traits de valeur héroïque; il se précipita dans l'eau au milieu du feu le plus vif de l'ennemi, & il n'y eut que l'extrême profondeur de la rivière qui put l'empêcher de la passer. A midi, l'ennemi se hasarda lui-même à passer la rivière, mais cette tentative ne lui réussit point; nos troupes fondirent sur lui, & le repoussèrent de nouveau jusqu'à Bevilaqua, d'où il fut encore forcé de se retirer sur Legnago & Menerbe. *(La suite à demain.)*

*Extrait des Nouvelles de Paris, des 2 & 3 Février.*

Le rapport du ministre de la police sur la conjuration est imprimé; il n'est que l'amplification du message du directoire aux 500. Celui qui a été fait à ce ministre par le général Malo, offre des détails qu'il n'est pas inutile de connaître. Le voici :

Depuis plus d'un mois, je n'ai cessé de correspondre avec vous, & de vous rendre un compte exact des entrevues que je me suis ménagées avec les commissaires & agens principaux du prétendu Roi Louis XVIII. Je vous l'avoue, citoyen ministre, le directeur Carnot est le premier que j'aie instruit des projets dont j'étois le dépositaire, & ses conseils aussi sages qu'éclairés m'ont dirigé dans la conduite épineuse que j'ai eu à tenir, & m'ont fait parvenir à mon but.

Aujourd'hui 11 Pluviôse, comme je vous en avois prévenu dans la nuit, un de ces Messieurs se rendit à dix heures du matin au rendez-vous qu'il m'avoit demandé, & que je lui avois assigné chez moi à l'Ecole militaire.

Je dois vous prévenir d'abord, citoyen ministre, que j'avois disposé dans un appartement un endroit où le citoyen Guillaume, mon secrétaire, & Dobelin, dragon, qui méritent tous deux la plus grande confiance, devoient se tenir cachés, pour entendre la conversation que j'avois avec eux.

Le premier (Théodore Dunan) commença à me parler du Roi & des princes. — *Monsieur*, me dit-il, est un homme infiniment prudent & le plus digne de monter sur le trône. C'est lui qui doit rétablir nos finances. Quant au prince de Condé, il n'est pas fort instruit, mais c'est un héros.

Il me demanda ensuite à combien se montoit la troupe qui étoit à Paris & aux environs. — Je lui dis qu'il pouvoit y avoir près de 12 mille hommes. — Eh bien! en éconnant sept sols à la cavalerie, cinq sols à l'infanterie, ou



plombé six sols l'un portant l'autre, cela fera à peu près trois mille six cents livres par jour : mais il sera nécessaire de leur faire des avances, il faudra pour cela environ 40 ou 50 mille livres. Les soldats depuis longtems sont mal payés & nous comprenons affirmativement sur eux.

Les deux derniers sont arrivés ; M. Berihelot Lavillarnay tira de sa poche les papiers dont il étoit porteur ; d'abord il exhiba les pouvoirs illimités dont le Roi l'avoit revêtu, & qui lui donnoient le droit de nommer les officiers & agens subalternes, droit qu'il pouvoit même transmettre à ceux de ces derniers qu'il jugeroit à propos. Il remit ensuite à M. Brottier un plan de 29 articles dont celui-ci nous donna lecture.

Dès que la lecture fut faite, ils me dirent que leur intention étoit de mettre en place ceux des représentants du peuple qui paroissent avoir inspiré le plus de confiance aux François, pour faire voir au peuple qu'ils étoient justes, mais que cependant c'étoit un moyen dont ils se servoient pour les sacrifier au bout de quelque tems ; ils m'ont désigné ceux qui devoient remplacer les ministres.

Vous avez vu dans leur plan les moyens dont ils devoient se servir pour s'emparer des directeurs, des membres des deux conseils & des ministres.

Ils comptoient entièrement sur les fauxbourgs Saint-Antoine & Saint-Marceau, ou du moins sur une partie, & ils devoient mettre en avant les jacobins & les anarchistes pour l'exécution de leur projet, parceque, disoient-ils, ils cultiveront le gouvernement ; & dès qu'une fois il ne sera plus, les honnêtes gens, dans la crainte de rentrer encore sous le régime de la terreur, se rangeront de notre côté.

Ils m'ont assuré (ma place, disoient-ils, n'étant que précaire) qu'ils mettroient à ma disposition cent cinquante mille livres pour moi, & cinquante mille livres pour le régiment ; que le Roi me décoreroit de la croix de Saint-Louis, & qu'il me donneroit le brevet de colonel, & ensuite une pension équivalente au grade que j'occuperois.

Ils ont fini par me proposer d'écrire moi-même au Roi un mot pour l'assurer de ma fidélité.

Je leur ai donné rendez vous, à cet effet, pour demain à six heures du matin ; & ils sont convenus que le lendemain ils seroient partir leur courrier pour l'endroit où le Roi fait sa résidence, & avec lequel ils entretiennent une correspondance soutenue.

Nous payons les militaires réformés & déserteurs qui se trouvent dans ce moment à Paris, m'ont-ils ajouté, & nous sommes assurés du zèle qu'ils mettront à nous servir ; d'ailleurs, ceux qui montreroient le plus de courage & seroient paroitre le plus d'attachement au Roi, seroient brevetés chacun au moins dans le grade qu'ils occupent : il y a aussi beaucoup de communes aux environs de Paris, sur lesquelles nous pouvons compter.

Notre plus grand espoir repose sur les discussions qui divisent par fois les députés ; les noms de *choix* qu'ils se donnent nous flattent beaucoup ; & les patriotes exclusifs sont les meilleurs instrumens & les plus sûrs que nous puissions employer. Il faut bien nous garder d'attendre la convocation des assemblées primaires, crainte qu'il ne se trouve dans le nouveau tiers des honnêtes gens, mais républicains, & si nous devendrions alors impossible de les attaquer ; au lieu qu'en le faisant actuellement, quand bien même nous ne réussissons pas entièrement, les terroristes se rendroient toujours maîtres des prochaines élections, & nous parviendrions à notre but sans coup ferir.

Nous nous sommes enfin séparés, & après les avoir reconduits sur l'écalier qui mène à la grande cour de l'École Militaire, j'ai donné le signal à l'officier & aux dragons que j'avois désignés, & ils s'en sont emparés ; j'ai ordonné à l'officier de les conduire au corps de garde, ou toutes les

pièces dont ils étoient porteurs ont été saisies, & dont le procès-verbal a été dressé par le juge de paix des Thauries & agens de la police.

Signé, Malo.

Le *Messager du soir* ose dire que cette grande conspiration royaliste est *inroyable*, et que les pièces en sont fabriquées comme celles de *Le Maître*. L'un des agens arrêtés, l'abbé Brottier, s'est déjà trouvé compromis dans l'affaire de ce dernier en Vendémiaire ; suivant la *Sentinelle*, il a reconnu dans son interrogatoire, que les pouvoirs trouvés sur lui portoit la signature de Louis XVIII. M. de Villanois, ancien maître des requêtes, est le même qui fut impliqué dans l'affaire de M. de Favras. Duman est un marchand épicier. La commission militaire qui doit les juger, sera établie demain 5. Barrière, commandant d'artillerie, a été arrêté dans la nuit du 1er au 2. On porte à 45 le nombre des personnes déjà en arrestation par suite du complot. Au reste, cet événement a fait peu de sensation à Paris. Le peuple en raconte, d'une manière très plaisante les circonstances. Les fruitières et les fiacres se demandent réciproquement *si le Roi est arrêté*. — Si l'on en veut croire Louvet, une poignée de *coquins* s'est assemblée la nuit dernière pour tenter d'aller, à main armée, enlever les conspirateurs de leur prison ; des mesures ont été prises pour les réprimer.

Faypout, ministre de la république à Gènes, est rappelé. On lui reproche de n'avoir pas déployé assez de fermeté dans quelques démêlés avec le sénat de Gènes.

Reinhart, ministre de la république à Hambourg, est aussi rappelé.

De Paris, le 5 Février.

L'on mande de Brest, que l'on y a reçu l'ordre de presser l'armement de 20 vaisseaux de ligne. L'amiral Richer est en route pour Paris. — Il a éclaté à l'Orient des divisions très sérieuses entre le corps de la marine et ceux des volontaires. On en est venu aux mains, et il y a eu plusieurs hommes tués et un grand nombre de blessés.

Le général Hoche est parti pour l'armée de Sambre et Meuse dont il a le commandement.

Soixante grenadiers du corps législatif sont arrêtés ; les motifs de cette mesure sont les manières de ce corps auquel on vient de retrancher 4 loais de sa paie ; les autres grenadiers réclament leurs camarades, et refusent leur paie ; on les menace de les faire partir pour l'armée.

On a encore arrêté hier quelques personnes impliquées dans la conjuration, entre autres le général Bar ; tous ces prisonniers sont détenus au Temple. On parle de les juger comme en-



baucheurs. — Dans la séance des 500, du 3, le directoire a transmis par un message au conseil, plusieurs pièces relatives à la conspiration; ce sont diverses lettres, le rapport de Ramel, les interrogatoires des détenus, les écrits et imprimés laissés sur eux etc. Ces pièces ont été lues avant-hier et hier. A la suite de cette lecture, il y a eu une vive discussion. Tallien, désigné par l'un des agens (Proly) comme entretenant, de concert avec le marquis del Campo, des correspondances avec Louis XVIII. a enfin parlé à la tribune, ce qui lui arrive rarement, depuis qu'il n'a plus rien à désirer. Il a déclaré qu'il ne connoissoit d'aucune manière les individus arrêtés, qu'il n'avoit diné qu'une seule fois chez M. del Campo avec la femme etc. (*Nous reviendrons sur ces séances.*)

*Extrait d'une lettre de Bruxelles, du 2 Février.*

Le citoyen Bénézech partit avant-hier pour Louvain; l'on croyoit qu'il continueroit de là sa route sur Anvers; mais hier au soir, il est revenu dans cette ville. Ce ministre ne restera qu'un mois dans ce pays; cependant dans ce court espace de tems, il veut tout revivifier, établir une nouvelle instruction publique, rendre le commerce et les arts florissans etc. Il paroît vouloir surtout diriger son attention sur la partie maritime; déjà une commission d'ingénieurs a été envoyée à Anvers; ils sont chargés d'ordonner tous les travaux nécessaires pour faire de ce port un entrepôt qui servira à la fois au commerce et à la marine royale. Ceux qui connoissent les obstacles naturels qui s'opposent à la réalisation de ce projet, doutent que jamais il réussisse. Au reste, ce que l'on remarque de plus certain dans la mission du ministre de l'intérieur dans la Belgique, c'est que cette démarche est une démonstration du gouvernement françois, pour annoncer par-là, que jamais il ne renoncera à ce pays.

Cependant le vœu de la grande majorité des habitans ne s'accorde nullement avec cette volonté du gouvernement françois. Ils voyent avec la plus grande indifférence toutes les peines que l'on veut prendre pour leur bonheur. Voici, entre mille traits, une anecdote qui fait connoître l'esprit public de la Belgique: Bénézech revenoit ces jours passés du spectacle; on avoit préparé en face de l'hôtel d'Angleterre où il est logé, un feu d'artifice qui fut tiré au bruit de la musique; le ministre qui étoit à la fenêtre, avant que de terminer la fête, cria de toute sa force *vive la république!* Parmi la foule de spectateurs qui étoit très grande, pas une

voix ne fit écho, et le ministre étonné rentra dans son appartement.

Comme nous avons aussi nos jacobins ici, les honnêtes gens profitent de toutes les occasions pour les humilier (si toutesfois ils sont susceptibles d'humiliations) et surtout pour prouver que les vociférations et les menées d'un petit nombre ne sont point l'expression de la volonté générale. Cette collision a donné lieu, ces jours derniers, à une scène très vive au spectacle: Les comédiens avoient annoncé la représentation du *souper des jacobins*. La municipalité, qui se voit peinte au naturel dans cette pièce, la défendit. Le parterre la demanda à grands cris. On proposa de consulter le ministre qui étoit présent pour savoir si on la joueroit. Alors un officier de chasseurs à cheval monta sur un banc et dit: *que le ministre n'avoit point l'inspection du spectacle & qu'on devoit jouer la pièce puisqu'elle avoit été annoncée.* Il ajouta, *quels sont donc ces municipaux qui viennent troubler les plaisirs publics?* Aussitôt on cria de toutes parts en montrant leur loge: *ce sont les jacobins que voilà;* finalement la pièce a été jouée et univérselement applaudie.

Le général Beurnonville est arrivé avant-hier dans cette ville avec une suite nombreuse.

La répartition de l'énorme réquisition des vivres dont notre département vient d'être frappé, est entièrement terminée. L'on va en presser le recouvrement avec la plus grande célérité: tout le foin, avoine, froment et seigle qui en fera le produit, devra être transporté de suite sur les bords du Rhin, où des ordres sont donnés pour préparer tous les magasins nécessaires pour entrer de bonne heure, cette année, en campagne.

*Autre lettre de Bruxelles, du 4 Février.*

Le ministre de l'intérieur est parti le 2 pour Gand, avec toute sa suite et l'escorte de cavalerie qui l'accompagne partout. Hier, dans l'après-midi, il est arrivé à Anvers où il a fait une entrée triomphale. Les généraux Beurnonville et Songis sont allés le joindre.

On ne s'aperçoit pas jusqu'à ce moment des avantages de la mission de Bénézech dans la Belgique. Au contraire, depuis son arrivée, les vexations de toute espèce se renouvellent de la manière la plus inique. Le public redoute surtout l'issue des conférences qu'il doit avoir avec Beurnonville et d'autres officiers-généraux. Il paroît qu'elles seront relatives aux moyens de maintenir la tranquillité dans les départemens réunis, en même tems qu'on les pressurera de nouveau pour pouvoir continuer la guerre; outre les énormes contributions en tous genres



dont on commence à nous gréver, il est encore question d'une nombreuse levée d'hommes, qui s'effectueroit incessamment. Il est douteux que les Belges s'y soumettent.

Les troubles occasionnés au spectacle, ne sont point encore apaisés. L'administration du département de la Dyle a pris un arrêté, par lequel elle juge que les pièces qui sont cause du tumulte, doivent être proscrites dans les circonstances actuelles. La municipalité, de son côté, avoit ordonné de fermer la salle de spectacle pendant trois jours; cette défense n'a pas eu plus d'effet que la première. Avant-hier, il y eut encore un tumulte très violent; les municipaux furent tués & forcés d'évacuer la place; les militaires mêmes furent divisés, & peu s'en fallut qu'ils n'en vinssent aux mains entre eux. Enfin le vacarme ne finit que par l'assurance que les pièces anti-jacobines, telles que la pauvre femme, l'intérieur des comités révolutionnaires, seroient jouées. Cependant la plupart des comédiens sont partis hier pour Anvers.

*De Berzen, le 3 Février.*

Notre position s'est un peu améliorée. Le corps de troupes qui est resté dans le Tyrol, se maintient courageusement dans la position à Salurn; ses avant-postes vont jusqu'à Welschmichel, à peu de distance de Nevis. M. le général de Liptai commande le centre, M. de Vuckalovich l'aile droite, et M. de Laudon l'aile gauche. La plus grande harmonie règne entre ces trois généraux. Nos défenseurs, les braves arquebuziers, sont de tous côtés en mouvemens pour aller occuper les postes des frontières. Nous savons aussi qu'il doit nous arriver de différens côtés des renforts considérables de troupes impériales; de sorte qu'il y a tout lieu d'espérer que l'ennemi ne pourra pénétrer dans notre pays. Ce dernier, après avoir occupé Roveredo le 27 et Trente le 30, a poussé quelques détachemens jusqu'au-delà de Nevis, de sorte qu'il y a de fréquentes escarmouches entre les avant-postes et les nôtres. L'on sait que l'armée de Buonaparte a été fort affoiblie dans les combats successifs qui ont eu lieu; celui du 26, dans lequel les françois attaquèrent et forcèrent nos retranchemens à Brentonico, leur a coûté plusieurs mille hommes, tant tués que blessés. Leur perte totale jusqu'à ce moment peut être évaluée, sans exagération, à 18 mille hommes.

P. S. Nous venons de recevoir la nouvelle que les françois s'étant avancés au-delà de Nevis vers Salurn, ont été repoussés avec beaucoup de perte par le brave général Laudon. Aujourd'hui, il est parti d'ici 2000 hommes pour le reporter en avant.

*De Bille, le 3 Février.*

M. Barthélemy vient de faire publier les deux pièces suivantes.

*\*\* M. de Goulton avertit ses amis & tous ceux qui s'intéressent à lui, qu'il est logé à Bayreuth chez Me. in baronne de Pouilly, maison de M. de Florou.*

*Extrait d'un rapport du général Berthier. — Du quart. gén. de Verone le 12 Fluviôse (31 Janvier).*

La division du général Joubert est arrivée le 11 (30) à Trente. Le général Vial, étant parvenu à atteindre l'arrière garde ennemie, l'a battue & lui a fait 400 prisonniers. Caillano a été évacué par les Autrichiens, & à Trente ils ont été obligés d'abandonner deux mille malades qu'ils ont recommandés à la loyauté françoise. Ils ont de plus laissé plusieurs magasins d'armes, de munitions & de prisonniers.

*Copie d'une lettre du général Beaumont au commandant de Milan. — A Roverbella le 14 Fluviôse (2 Février).*

Mantoue est à nous; la capitulation vient d'être signée. La garnison prisonnière de guerre jusqu'à son échange se retirera en Autriche. Ce soir nous occuperons la citadelle. Dans une heure, il nous arrive deux généraux autrichiens en otage, en échange desquels nous leur envoyons deux des nôtres. Vous aurez incessamment les détails.

*Signé, Beaumont.*

Pour copie conforme:

*L'ambassadeur de la République françoise près le Corps helvétique.*

BARTHELEMY.

*(Les gazettes de Milan & de Zurich annoncent aussi cette sacheuse nouvelle).*

*De Coblenze, le 29 Décembre.*

On assure que dès que le nouveau général en chef des armées du Rhin sera arrivé dans nos environs, toute communication avec la rive droite du fleuve sera entièrement interrompue. On prétend même déjà que la défense à ce sujet sera publiée le 1<sup>er</sup> Février, et que le dernier passage se fera ce jour-là. — Les François viennent de vendre dans le pays de Luxembourg l'abbaye d'Orval pour 300 mille liv., et dans la ville de Luxembourg même un couvent pour 15 mille liv. On va mettre en vente à sur et à mesure dans ce pays tous les biens et maisons appartenant au clergé.

*De Cologne, le 4 Février.*

Les troupes françoises continuent d'entrer en cantonnemens, tandis qu'une presse générale fournit des travailleurs à Dusseldorf et à Neuwied. On construit une tête-de-pont à Gremlinghausen, qui doit ne pas le céder en force défensive à celle de Neuwied. Enfin tout annonce qu'on n'agira que défensivement sur le Bas-Rhin du côté des françois. Beurnonville est allé à Bruxelles pour dénoncer des fournisseurs; il a emporté avec lui une grosse pacotille de pièces demandent de l'argent à grands cris, et dénoncent à leur tour les agens qui ne les payent pas. — L'état-major-général est toujours à Bonn. Les postes autrichiens et françois sont encore à Mülheim, et le passage du Rhin est toujours défendu.